

Brochure n° 3193

Convention collective nationale

BÂTIMENT

IDCC : 1596. – **Ouvriers**
(Entreprises occupant jusqu'à 10 salariés)

ACCORD DU 18 OCTOBRE 2012
RELATIF AUX SALAIRES MINIMAUX AU 1^{ER} JANVIER 2013
(NORD - PAS-DE-CALAIS)

NOR : ASET1251389M
IDCC : 1596

Entre :

L'UR CAPEB Nord - Pas-de-Calais ;

La FFB Nord - Pas-de-Calais ;

La CSIE Nord - Pas-de-Calais,

D'une part, et

L'IBTP CGT-FO ;

L'UR CB CFDT Nord - Pas-de-Calais,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Article 1^{er}

En application de l'article 12.8 de la convention collective nationale du bâtiment du 8 octobre 1990 (étendue par arrêté ministériel du 12 février 1991) concernant les ouvriers employés par les entreprises du bâtiment visées par le décret du 1^{er} mars 1962, les parties signataires du présent accord ont arrêté les montants suivants, qui seront applicables à compter du 1^{er} janvier 2013 :

Niveau I, coefficient 150 : 1 461,45 €.

Niveau I, coefficient 170 :

– partie fixe (PF) : 110 € ;

– valeur du point (VP) : 8,16812 €.

Niveau II :

– partie fixe (PF) : 110 € ;

– valeur du point (VP) : 7,94232 €.

Niveau III :

– partie fixe (PF) : 110 € ;

– valeur du point (VP) : 7,7778 €.

Niveaux III et IV :

- partie fixe (PF) : 110 € ;
- valeur du point (VP) : 7,7702 €.

Article 2

Le barème des salaires minimaux mensuels base 151,67 heures, en application de l'article 1^{er}, est le suivant ; ce barème étant applicable à compter du 1^{er} janvier 2013 :

Niveau I :

- coefficient 150 : 1 461,45 € ;
- coefficient 170 : 1 498,58 €.

Niveau II :

- coefficient 185 : 1 579,33 €.

Niveau III :

- coefficient 210 : 1 743,33 € ;
- coefficient 230 : 1 898,89 €.

Niveau IV :

- coefficient 250 : 2 052,55 € ;
- coefficient 270 : 2 207,95 €.

Article 3

Conformément au code du travail, le présent accord sera déposé à la direction générale du travail de Paris et au greffe du conseil de prud'hommes de Tourcoing.

Les parties signataires demandent l'extension du présent accord au ministère du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et au dialogue social.

Fait à Marcq-en-Barœul, le 18 octobre 2012.

(Suivent les signatures.)